

Note de Synthèse SE COSOP Juillet 2010

Introduction

La note de synthèse sur le SE COSOP informe sur les progrès réalisés sur la mise en œuvre du COSOP 2007-2012 à Madagascar et permet d'appuyer la revue annuelle qui se tiendra au cours du premier trimestre 2011. La note présente et analyse les résultats du programme pays pour les cinq dernières années de sa durée et renseigne sur les futures orientations.

Vue d'ensemble du Système SE COSOP

Le système SE COSOP a été mis en place à Madagascar afin de mieux comprendre les résultats et l'impact du programme pays. Le système a été construit à partir de données soigneusement sélectionnées et agrégées pour chacun des projets.

Les données susmentionnées sont ensuite enregistrées dans le système SEGS (mis en place à partir de 2007). Des indicateurs-clé sont définis à partir du cadre logique de chaque projet. Ils sont utilisés par la suite pour renseigner sur l'avancement des objectifs principaux et spécifiques des projets. Les indicateurs, une fois insérés, dans le système de SE COSOP, permettent d'effectuer une analyse globale de l'ensemble des projets. Le système SE déjà existant pour chaque projet a permis de travailler sur des données remontant jusqu'à 2001/2002.

L'analyse consiste à interpréter l'observation des tendances des indicateurs-clé des projets associés aux objectifs principaux du COSOP pour les indicateurs des trois objectifs spécifiques, à savoir : i) amélioration de la gestion des risques, ii) amélioration des revenus des ruraux pauvres, et iii) professionnalisation des petits producteurs afin de les associer plus étroitement au développement économique et politique du pays.

Le tableau SE COSOP a été révisé en octobre 2009 pendant l'atelier SE qui s'est tenu à Morondava. Les responsables SE des projets se sont mis d'accord sur les améliorations à apporter au système :

- Une sélection plus attentive des indicateurs spécifiques des projets qui renseignent les Objectifs Spécifiques du COSOP
- L'ajout d'une colonne d'unité de mesure pour chaque indicateur
- La subdivision de chaque Objectif Spécifique en plusieurs domaines d'activités pour mieux regrouper les indicateurs
- Les indicateurs d'impact des différents cadres logiques des projets se trouvant dans l'onglette « Objectif-Principal », ne sont pas tous mesurables sur une fréquence semestrielle, et ne pourront être documentés que pendant les exercices d'évaluation suivants :

situation de référence, évaluation à mi-parcours, et évaluation finale

- La présentation des données en détail par projet, pour faciliter le remplissage manuel des cellules d'après les rapports semestriels et aussi permettre à la revue de retracer les données désagrégées par projet – La correspondance entre le SSE de chaque projet et les objectifs du COSOP y est visible au contraire du format précédent qui ne présentait que les données déjà agrégées ;
- Les données sont regroupées sous l'onglet « Tous-projets » pour les trois Objectifs Spécifiques du COSOP et mises à jour automatiquement à partir des onglets « Détail-projet » ;
- L'onglet « Recap » agrège les données des indicateurs projet, qui sont à leur tour mises à jour automatiquement à partir de l'onglet « Tous-projets » ;
- Les onglets « OS-Bilan », reprennent le même modèle du format précédent et sont mis à jour automatiquement par l'onglet « Recap ».

Contexte actuel du pays

Selon la Banque Mondiale, la crise politique actuelle, qui a débuté en janvier 2009, pourrait mettre en danger les progrès enregistrés dans le domaine du développement, d'autant plus que Madagascar commence à ressentir les conséquences de la crise financière mondiale. Selon les estimations le pays s'enfonce en 2009 dans la récession économique, alors qu'on pouvait encore espérer une croissance autour de 7,5 % avant la crise. Ces mauvais résultats de l'économie malgache se manifesteront principalement à travers : (i) un ralentissement de l'activité du secteur privé dans les domaines de l'industrie et des services et (ii) un ajustement budgétaire des dépenses publiques.

Un des facteurs qui permettront toutefois d'atténuer l'incidence négative de la crise actuelle est la bonne santé secteur agricole qui est resté relativement à l'abri des bouleversements externes et internes observés récemment. Cela s'explique principalement par le fait qu'une grande majorité des agriculteurs exercent dans le secteur informel. Hors dans un pays avec une population à plus de 65 % rurale (Instat démographie) le secteur agricole joue un rôle prédominant dans la création d'emplois (environ 70 % de la population active déclare exercer une activité liée au secteur primaire).

Compte tenu des troubles politiques, qui ont entraîné une quasi-paralysie de l'administration publique, plusieurs bailleurs de fonds et partenaires du FIDA, comme la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement ont suspendu toutes leurs activités dans le pays. Le FIDA, quand à lui a pu continuer ses activités sur terrain, celles-ci ne dépendant pas directement du pouvoir central, mais plutôt des administrations locales qui sont beaucoup plus stables. Cependant, pour continuer certaines activités surtout liées à l'infrastructure, le FIDA a besoin de ses Co-financiers, d'autant plus que le Projet MCA a officiellement suspendu

son soutien financier au PNF et que le Projet UE, PSA Taffity doit clôturer ses activités en 2010.

Néanmoins, l'UE a retenu Madagascar parmi les pays bénéficiaires de la « Facilité » de l'initiative sur la flambée des prix des produits alimentaires et le Minagri, à son tour, a autorisé le FIDA à être le gestionnaire des fonds spéciaux de cette « Facilité » par le biais du Programme d'appui à la résilience aux crises alimentaire à Madagascar (PARECAM). PARECAM appuie les quatre projets FIDA en cours et intervient dans les domaines suivants : l'appui à la production céréalière et maraîchère (aménagements, équipements et intrants), l'appui au marché (stockage villageois et commercialisation), et la valorisation de l'Encadrement/vulgarisation technique et du dialogue politique. Le projet cible un total de 21 000 familles bénéficiaires.

Analyse des Indicateurs COSOP

Le programme pays du FIDA a été conçu en concertation avec le gouvernement et les partenaires techniques et financiers et a donné lieu à l'établissement du COSOP sur la même période que le MAP (2007-2012). Comme indiqué dans le COSOP, il comporte un objectif stratégique principal « *Promouvoir le développement régional par une approche inclusive en faveur des pauvres, afin que les ménages les plus vulnérables puissent profiter de la croissance économique en milieu rural et améliorer leurs conditions de vie* » et trois axes stratégiques secondaires: (i) Améliorer la gestion des risques et réduire la vulnérabilité des ruraux pauvres en leur donnant plus largement accès aux ressources et aux services; (ii) Améliorer les revenus des ruraux pauvres par la diversification des activités agricoles et la promotion de l'entrepreneuriat rural; et (iii) Professionnaliser les petits producteurs et leurs organisations pour les associer plus étroitement au développement économique et au dialogue sur les politiques.

Le FIDA est reconnu à Madagascar pour son expertise dans les activités productives agricoles (PHBM : 1996-2008) et possède des avantages comparatifs dans ce domaine (PPRR, Ad2M, PROSPERER, AROPA). La revue du portefeuille effectuée en décembre 2008 a recommandé de renforcer et d'accélérer les activités d'appui à la mise en valeur durable de la base productive et l'harmonisation avec les programmes nationaux.

Les graphiques (Figures 1,2, et 3) ci-dessous montrent que le nombre de bénéficiaires pour l'ensemble des projets en cours se stabilise autour de 500 000 personnes. On note une légère augmentation due aux efforts qui ont été fournis par l'ensemble des projets pour étendre les activités PARECAM, ainsi que des fluctuations due à l'achèvement de certains projets (PHBM) et aux débuts plus ou moins rapide des deux projets les plus récents PROSPERER et AROPA.

Avec maintenant cinq projets en cours y inclus PARECAM, le Programme pays passe à une étape successive, est encourage les pauvres ruraux à prendre leur propre développement en main à travers la professionnalisation de leurs activités et à s'organiser de façon à pouvoir

accéder et prendre part au dialogue politique d'une manière permanente. Les projets devront se focaliser notamment sur les individus actifs et dynamiques et aspirant au leadership local pour pouvoir créer un effet d'entraînement et ainsi aider à promouvoir la durabilité des acquis.

Figure 1 : Décaissements des Projets (DTS)

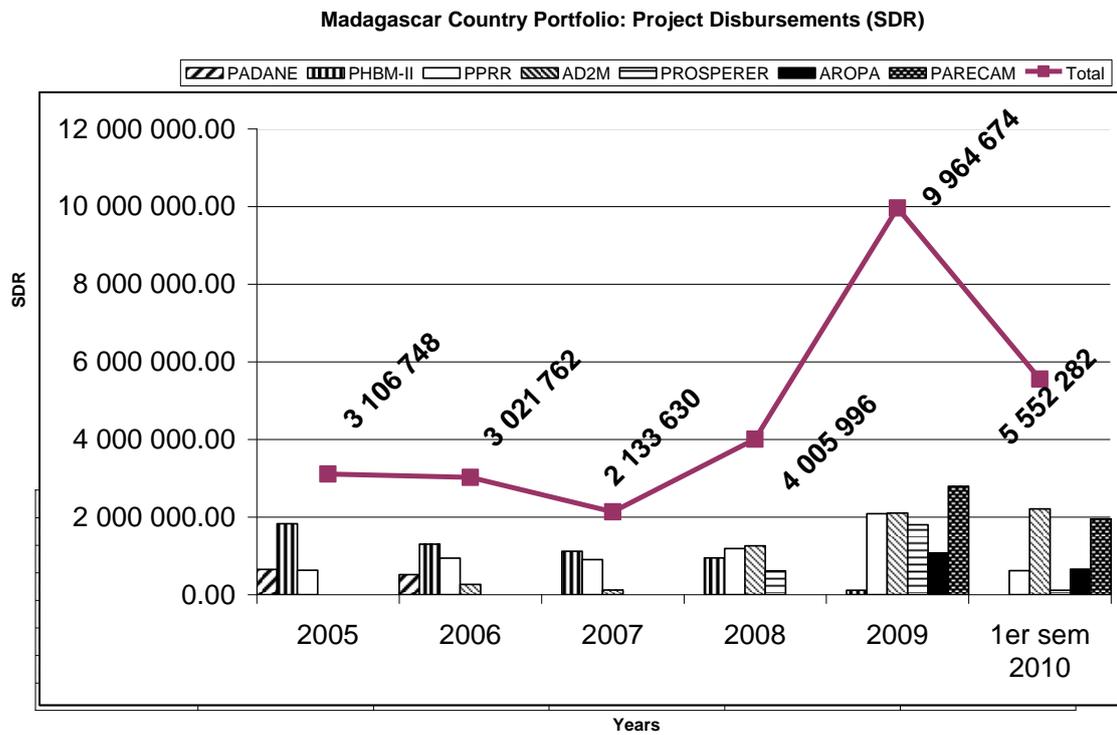
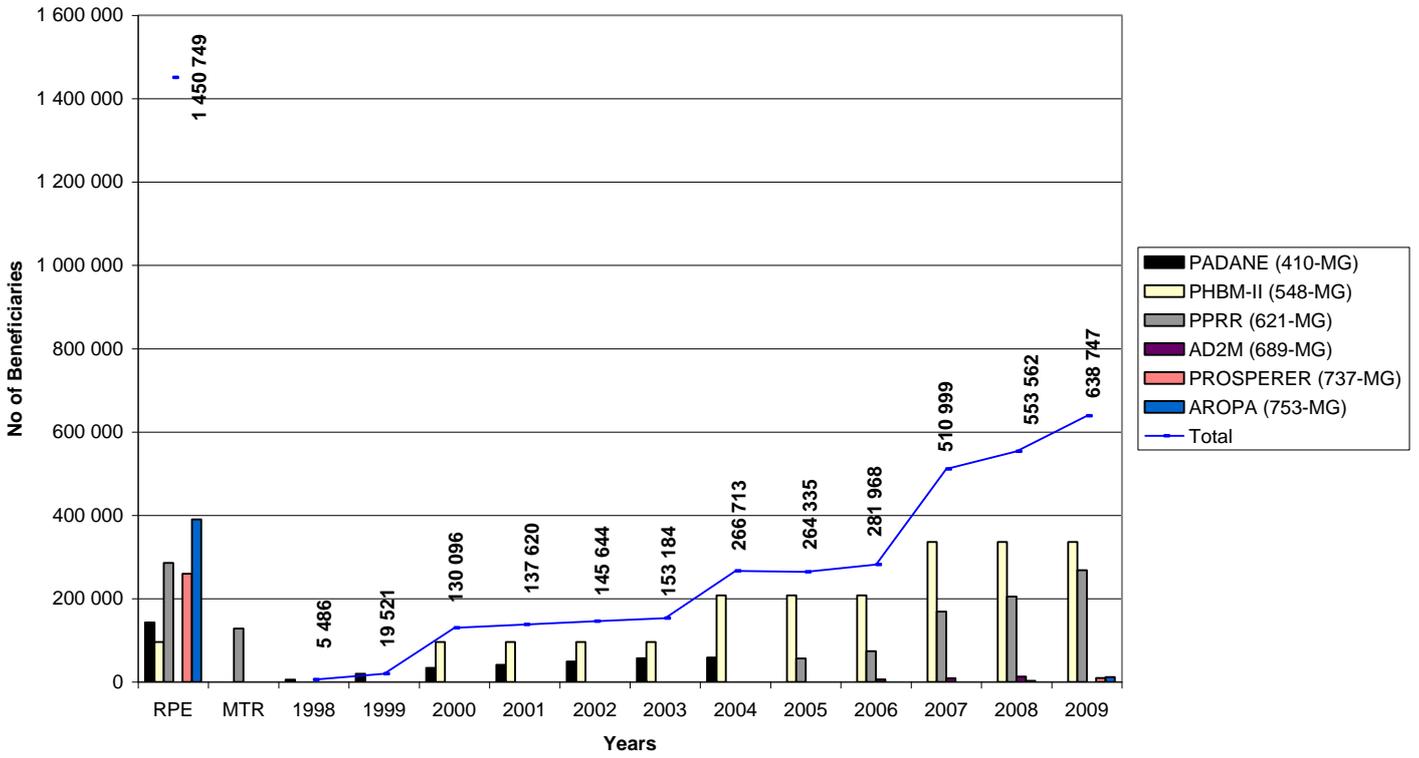
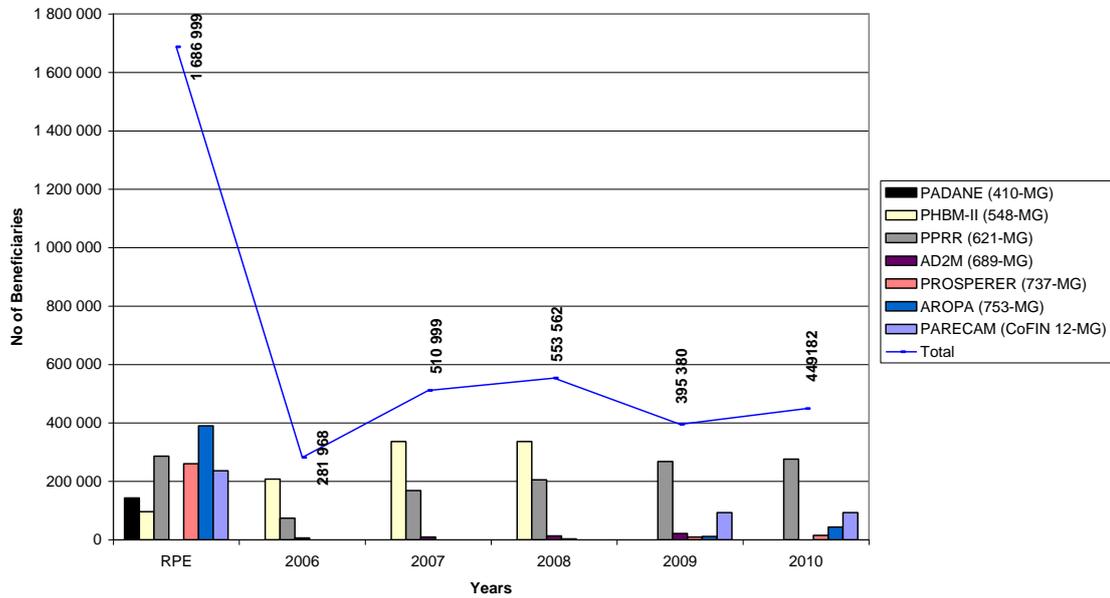


Figure 2 Nombre total de bénéficiaires depuis le début des activités FIDA à Madagascar

No of beneficiaries (cum)



No of beneficiaries (cum)



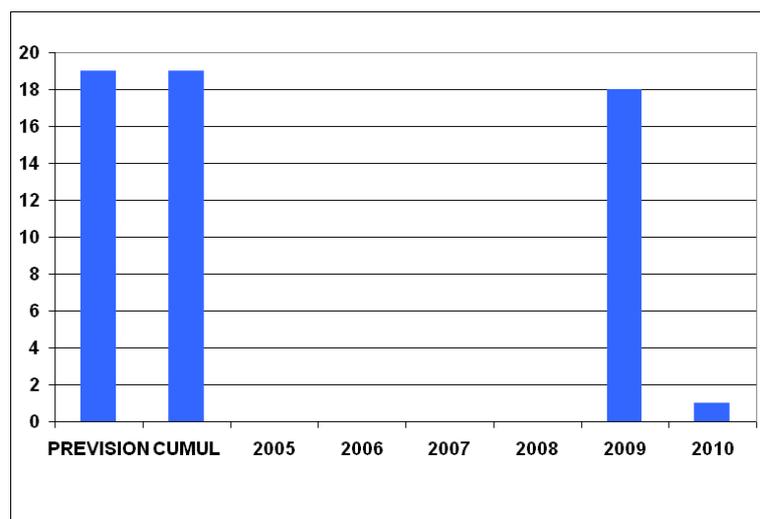
Chaque objectif présenté dans les cadres logiques des différents projets est lié à un des trois objectifs spécifiques du COSOP. Par conséquent, certains des indicateurs clés employés pour suivre les objectifs de projet sont également reflétés dans la structure du COSOP, qui est aussi liée au MAP et au système de résultats corporatifs du FIDA (MfDR).

Quelques indicateurs d'Objectif Spécifique provenant du tableau SE COSOP sont repris et analysés ci-dessous. Ceci permet d'obtenir un aperçu sur le Programme pays au 30 juin 2010 (pour voir tous les indicateurs, consultez le fichier Excel).

Objectif Spécifique 1: Améliorer la gestion des risques et réduire la vulnérabilité des ruraux pauvres en leur donnant plus largement accès aux ressources et aux services, à savoir : (i) services d'appui, (ii) sécurisation foncière, (iii) services financiers.

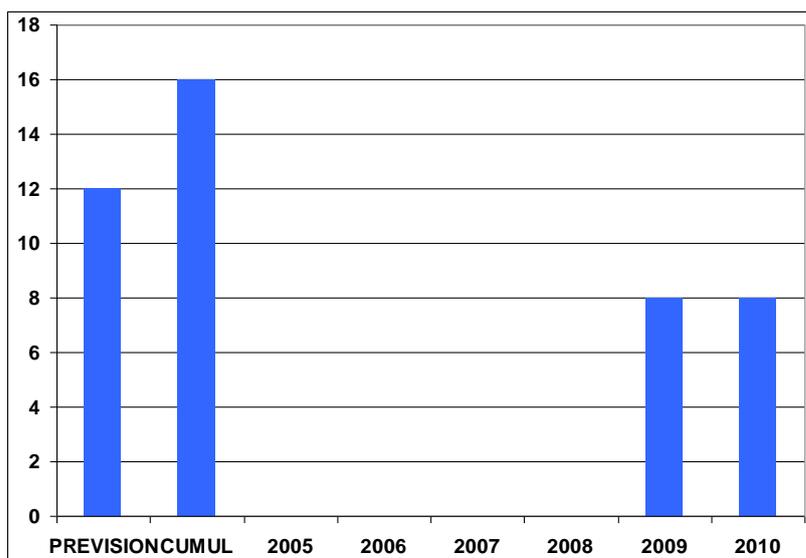
(i) Service d'Appui

Bureau de GUMS/IF mis en place



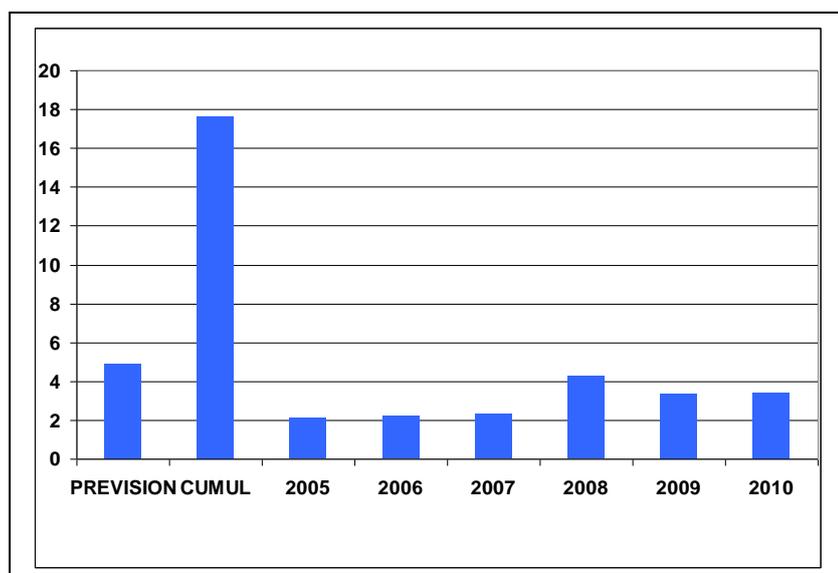
Au cours du premier trimestre 2010 le dernier GUMS prévu a été ouvert et est maintenant opérationnel. Avec maintenant 19 GUMS, 2010 MER sur les XXX validées ont bénéficiées directement des services des GUMS. Les 19 GUMS sont hébergés comme suit : 5 par le CITE, 4 par les CSA, et 4 par le réseau Tiavo, 1 par le CCI et 5 par des ONG.

CSA opérationnels



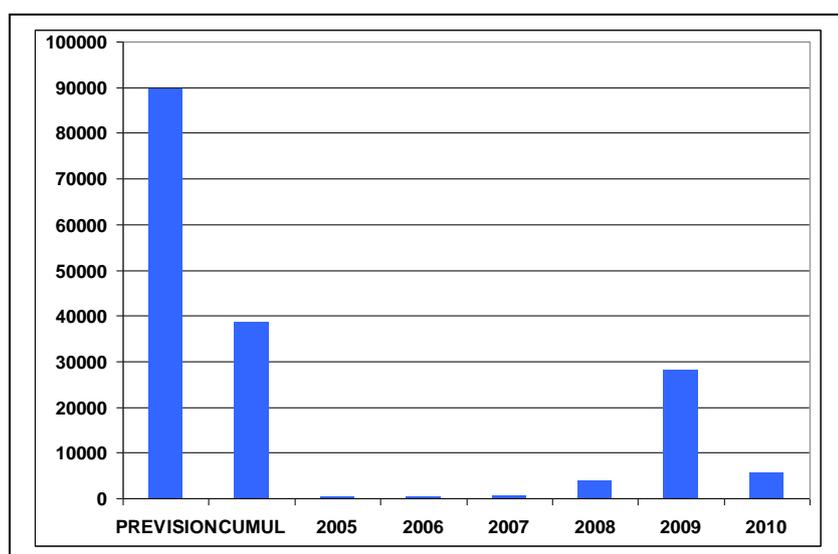
A la fin du premier trimestre 2010, 16 CSA sont maintenant opérationnels, ce qui montre les importants efforts fournis par les projets pour atteindre les objectifs prévus et même les dépasser. En effet AROPA est maintenant en pleine montée en puissance de ses activités, pour lesquelles les CSA ont un rôle essentiel.

Rendement rizicole



Les rendements au premier semestre, sont légèrement supérieurs à ceux enregistrés sur l'ensemble de l'année 2009 (3.35 t/ha en 2009 contre 3,425 t/ha en 2010). Cette timide augmentation s'explique par extension progressive des techniques de SRI et SRA, notamment dans le cadre de PARECAM. Les agriculteurs testent dans un premier temps les nouvelles techniques et s'ils sont satisfaits l'étendent par la suite on peut donc s'attendre à une montée en puissance d'ici l'année 2011.

Paysans faisant état d'une augmentation de la productivité des cultures et de l'élevage



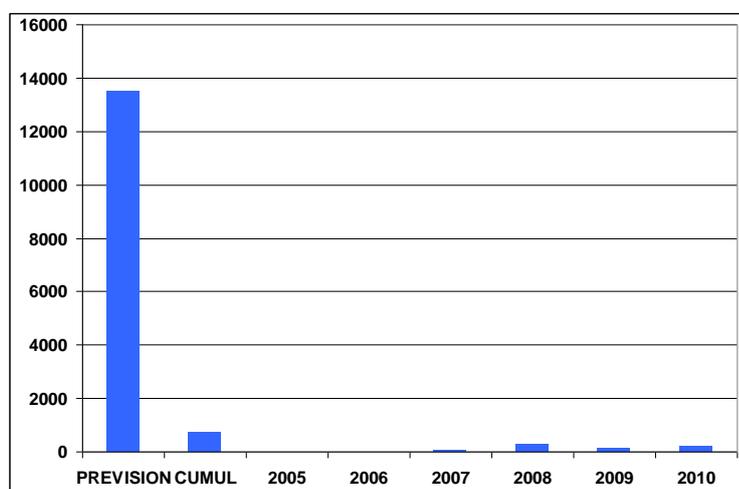
Les résultats du premier semestre 2010, sont nettement inférieurs à ceux de l'année 2009 mais déjà supérieure à ceux de 2008. Les bons résultats de 2009 étaient dus principalement à la mise en place par le PPRR, d'un système d'avance avec restitution à un compte hébergé à l'OTIV dans le cadre de la « Relance Agricole ». De même en 2010 le PPRR a lancé des opérations maïs, riz et litchi dont les résultats ne pourront être estimés qu'à la fin de l'année 2010. Il est donc important de

Formation.

Au cours de ce premier trimestre 2010 on constate qu'un important effort a été porté par les projets à la formation. En effet les formations en ressources naturelles, aux méthodes et technologies halieutiques, méthodes et techniques de production animale, et méthodes et techniques de production agricoles pour lesquels le nombre de personnes formées sont tous bien supérieurs aux chiffres de 2009

(ii) *Sécurisation Foncière*

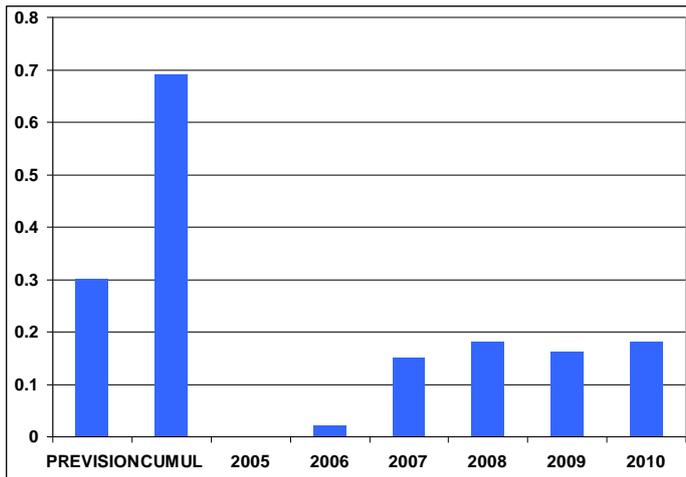
Certificats foncier délivrés



Au premier semestre 2010, 199 CF ont été délivrés contre 138 en 2009. Ces résultats sont en nette progression mais restent toujours faibles. On note cependant le développement des activités foncières dans les projets PROSPERER (10CF) et 77 PPRR). Cependant au vu du nombre de GF ce chiffre reste faible dans le cadre d'AD2M. L'ONF prévoit une étude et analyse des raisons afin de trouver des solutions adaptées. Ceci pourrait se traduire pour le second semestre en une augmentation significative du nombre de certificats fonciers délivrés. De plus le nombre de guichets fonciers opérationnels a

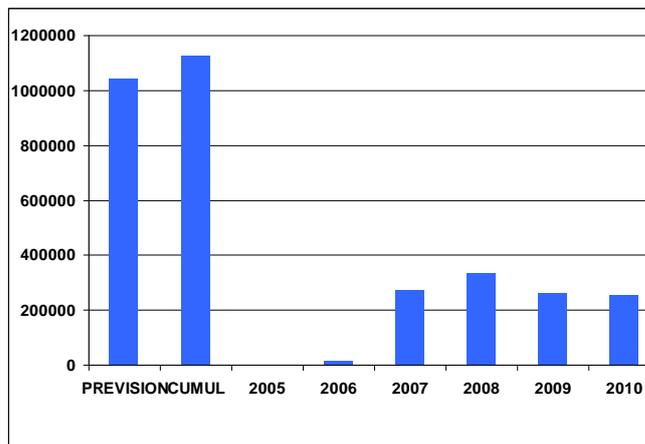
(iii) *Services Financiers*

Taux de pénétration des institutions de financement



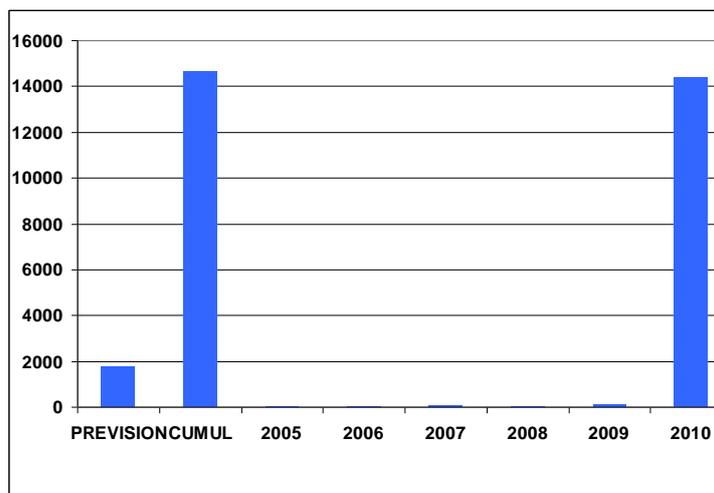
Valeur brute du portefeuille de prêt

PROSPERER, la convention avec 3 IMF (CECAM, TIAVO et PAMF) a été signée en 2010 pour l'extension du réseau pour l'extension des réseaux : **05 nouveaux points de service permanent** créés, **02 nouveaux points de services périodiques** créés et **04 points de service existants renforcés**. Les excellents résultats de ce premier trimestre sont le fruit de l'effort de l'année 2009 qui s'est focalisé sur la densification des réseaux de micro finance dans la zone du Programme, Pour AD2M, la convention avec CECAM a été signée et la mise en œuvre a commencé. PPRR prévoit de mettre en place cinq nouveaux points de services financiers dans les 5 nouveaux rôles d'annu aux



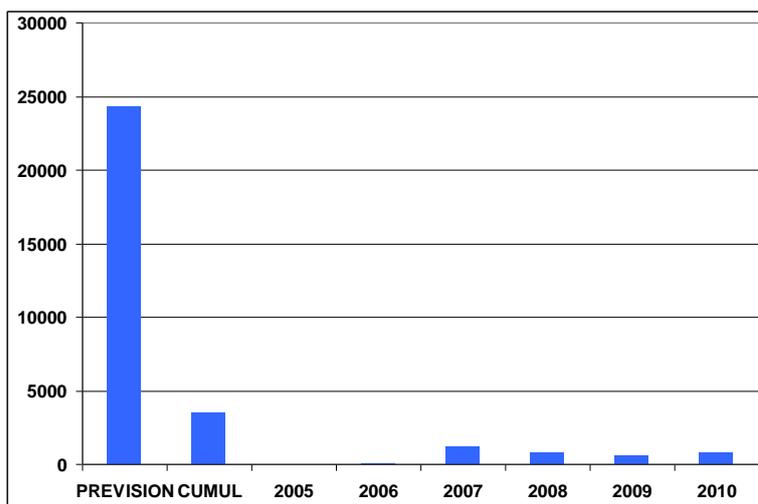
Valeur brute de portefeuille des prêts au premier semestre 2010 atteint 252 010 USD soit environ le même nombre que sur l'année 2009 (259 246 USD). On peut donc s'attendre à une forte augmentation de la valeur brute du portefeuille d'ici la fin de l'année si les activités entamées au cours de ce premier semestre aboutissent.

Prêt et ou subventions accordés tous types confondus



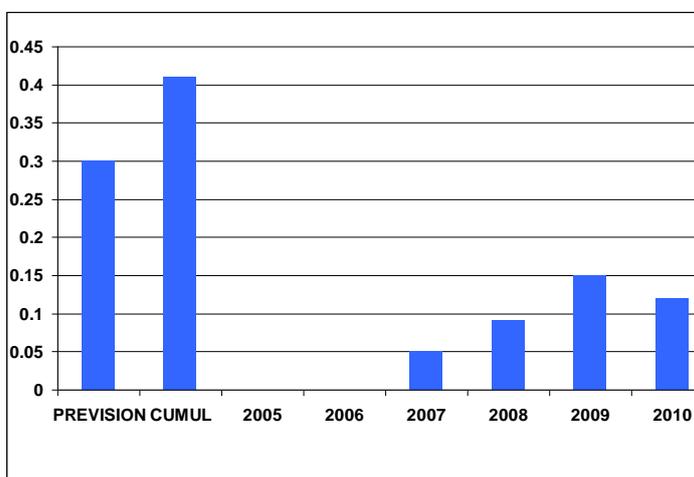
Ces chiffres ont explosés de 112 USD en 2009 à 14 366 USD au cours du premier trimestre 2010, ceci en raison de la mise en place des différentes institutions de microfinance et de la mise en œuvre progressive des activités dans ce domaine de PROSPERER.

Emprunteurs actifs



A la fin du premier semestre 2010 on compte 790 emprunteurs actifs contre 614 fin 2009. Ceci reste de résultats principalement du PPRR avec 756 emprunteurs. On note une très bonne progression du PPRR due à l'ouverture de 5 nouveaux pôles. Ce résultat est complété par la mise en œuvre progressive des activités sur les services financiers du projet PROSPERER, ce qui peut laisser envisager une véritable montée en puissance de ces activités d'ici la fin 2010.

Portefeuille à risque

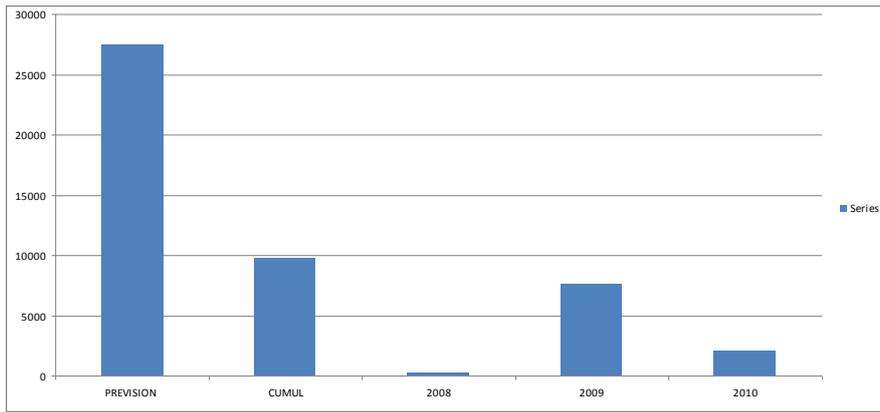


Le portefeuille à risque se stabilise autour de 0.15% avec une légère baisse au cours du premier semestre 2010 à 0,12%. En effet les projets ont mis en place de nouveaux produits financiers (crédit soudure, de campagne, de stockage) qui ont permis d'éliminer un certain nombre de contraintes.

Objectif Spécifique 2 : Accroissement des revenus des ruraux pauvres par la diversification et des activités agricoles et la promotion de l'entreprenariat rural.

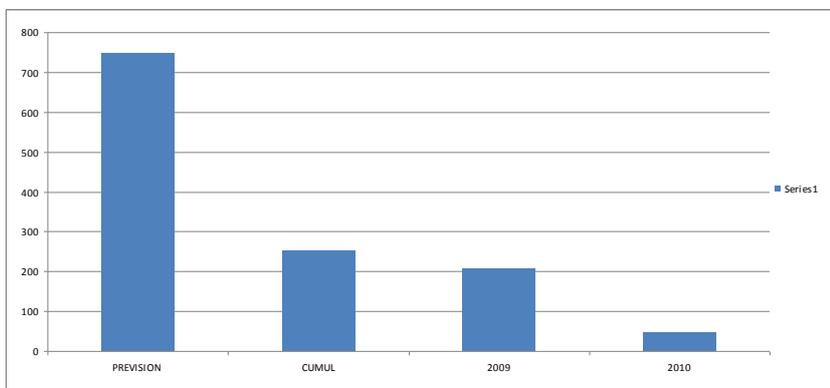
(i) Développement des petites et moyennes entreprises rurales

Entreprises rurales ayant bénéficiées des services du projet



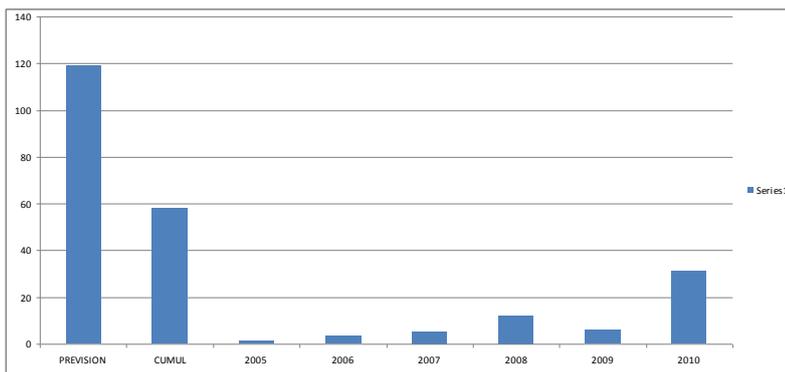
MER validées ont bénéficié des services de PROSPERER au cours du premier semestre 2010. Ce chiffre reste en deçà de la moitié des résultats de 2009. En effet PROSPERER au cours des premières années de mise en œuvre a adopté une approche globale visant à toucher un maximum de MER. Dans une seconde phase le projet se concentre sur l'appui aux MER identifiées, d'où un ralentissement relatif du nombre de ER ayant bénéficiées du projet

Prestataires de services ayant bénéficiés des services du projet



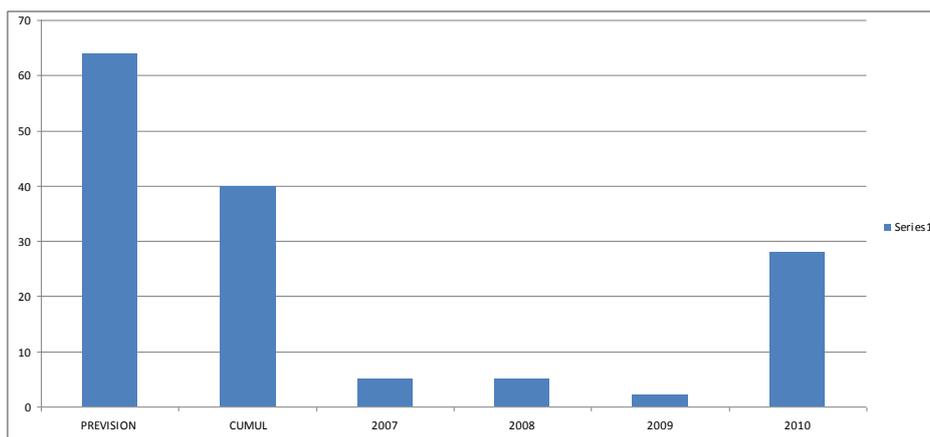
1293 PSE ont été identifiés au 30/06/2010 et au total 527 PSE ont bénéficié des services du projet. 183 PSE ont été agréés dans les domaines de : technique et qualité, marketing et commercialisation, culture entrepreneuriale et culture d'épargne et de crédit.

Installation de commercialisation, transformation de stockage aménagées et ou remises en état



Le premier trimestre 2010 présente des résultats largement supérieurs aux années précédentes, 31 contre 6 sur toute l'année 2009. Les activités de PARECAM dans le cadre du résultat 3, ont très fortement contribué à cette augmentation qui se poursuivra très certainement au cours du semestre à venir.

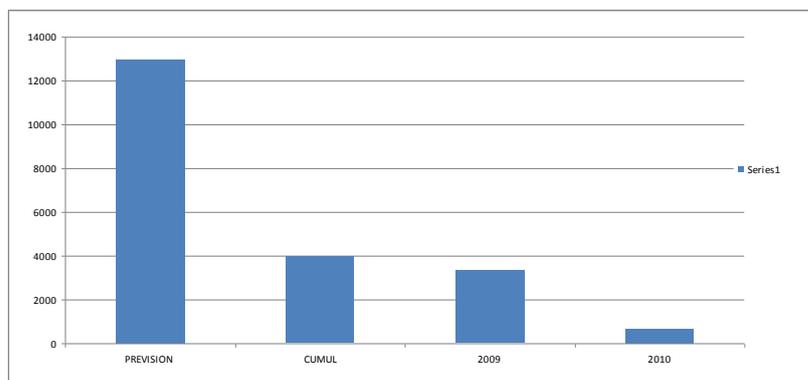
GCV construits



En effet 28 GCV ont été construits et réceptionnés au cours de ce premier semestre pour une capacité totale de 200t. On prévoit une capacité de stockage supérieure à 1000t d'ici la fin de l'année 2010

(ii) Formation Professionnelle

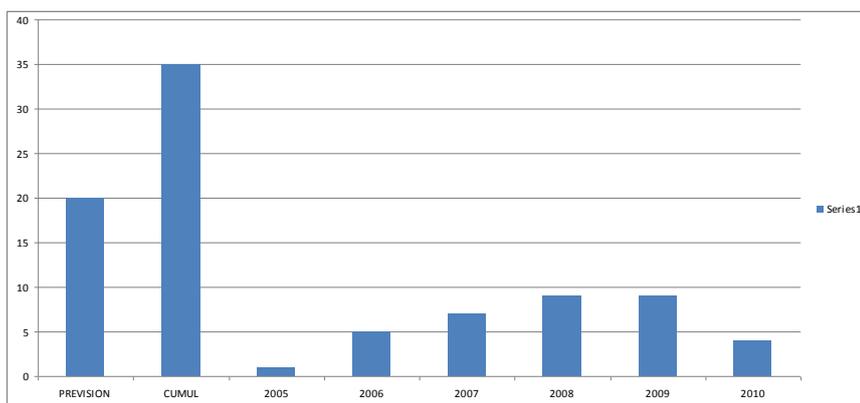
Personnes formées en affaires et entrepreneuriat



633 personnes ont été formées en affaires et entrepreneuriat au cours du premier semestre 2010 ce qui est relativement faible comparé aux 3326 de l'année 2009.

En effet la stratégie du projet PROSPERER en 2009 s'est basée sur une formation de masse. Pour 2010 le projet s'est plus concentré sur l'accompagnement des MER ayant reçu la formation de masse.

Filières prioritaires organisées intégrant les petites exploitations



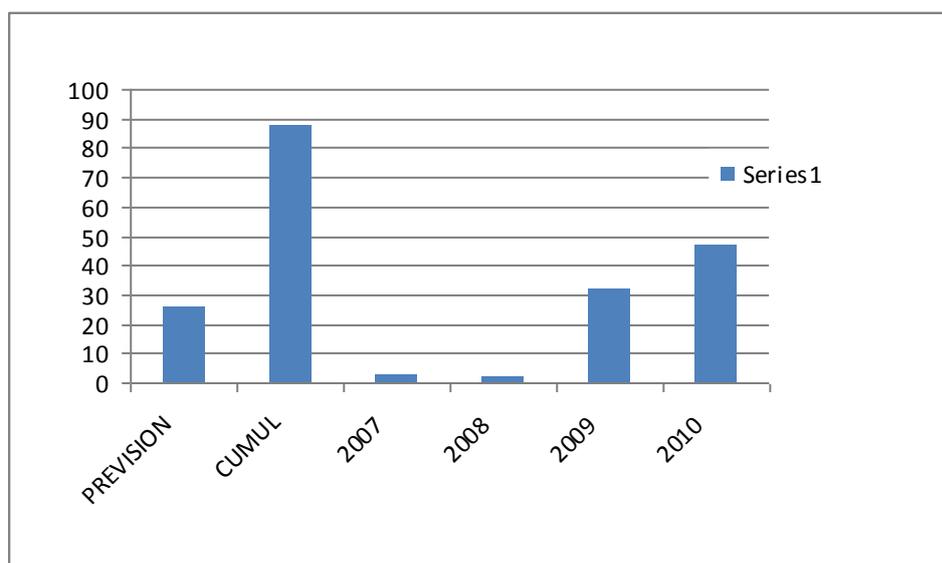
A la fin du premier semestre 2010, 35 filières prioritaires intégrant les petites exploitations étaient organisées. Pour PPRR ce sont : miel, riz, girofle, huiles essentielles, piment, litchis, maïs, ananas, et cultures maraichères. Pour PROSPERER, les filières sont : cultures maraichères, vannerie, couture, miel, huiles essentielles, soie, pisciculture, et oignon. Pour AROPA : riz, oignons, arachide, culture maraichère, pisciculture, et élevage de poulets. Dans leur stratégie d'intégration, les Projets ont aussi tenu compte des filières dans lesquelles les femmes ont un avantage comparatif de

Objectif Spécifique 3 : Professionnaliser les petits producteurs et leurs organisations pour les associer plus étroitement au développement économique et au dialogue sur les politiques

Renforcement des Organisation Professionnelles

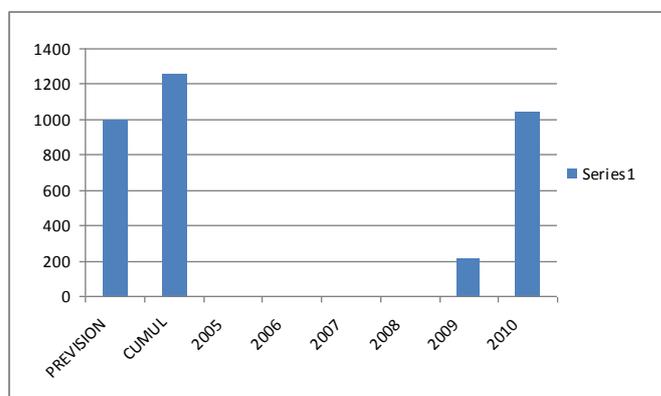
Sur l'ensemble du portefeuille on note d'important progrès dans ce domaine. Ceci est du principalement a la montée en puissance des activités d'AROPA qui est maintenant dans sa seconde année.

Groupes de gestion de l'infrastructure formés et/ou consolidés



Il s'agit des groupes de gestion de périmètres irrigués (AUE) et de couloir de vaccination (AEL bovine). Cette importante progression est notamment liée au grand nombre d'infrastructures qui ont été mises en place dans le cadre des activités de PARECAM mise en place dans le cadre des

Organisations professionnelles faitières opérationnelles



Le nombre d'organisations faitières opérationnelles a été multiplié par 5 entre l'année 2009 et le premier semestre 2010. PPRR : 17 organisations faitières sont concernées dans les filières suivantes : riz, ananas, pépinières, maïs, pêche, apiculture, et curcuma. PROSPERER : 25 OPR ont été accompagnées. AROPA a accompagné 16 OPR en 2009, et 5 autres au cours du premier trimestre 2010. AROPA arrive maintenant dans la seconde phase de sa mise en œuvre.

Les groupes cibles des quatre projets sont généralement confrontés aux mêmes problématiques de développement, particulièrement pour l'accès aux marchés et les services financiers. De ce fait, l'échange d'informations et une collaboration étroite entre projets sont privilégiés et reconnus comme mutuellement bénéfique, tout autant que le besoin d'élargissement des sources de consultations et d'amélioration de la coordination des interventions sur le terrain.

Conclusion

L'objectif de professionnaliser les agriculteurs dans les domaines organisationnel, technique et commercial, d'appuyer leur regroupement pour certaines activités (formation, achats ou ventes groupés, etc.) et leur adhésion à des groupements de producteurs et des organisations faitières constituent des éléments porteurs pour la durabilité des interventions du Programme pays. Dans ce but, un nouveau projet est actuellement en cours de formulation. Il visera à renforcer les acquis et les activités des projets, clôturés et en cours, notamment en assurant un meilleur accès des jeunes et des petits producteurs à la formation professionnelle agricole et en les soutenant dans leurs activités initiales.